Déclaration liminaire au CSA local de la Vienne

du 06/11/2026

Madame la présidente,

Depuis plusieurs semaines, la jeunesse se lève pour protester contre la dégradation avancée du système d'éducation et un avenir sans débouché. Cette mobilisation suscite de l'écho dans la société tout entière, qui subit les conséquences des politiques injustes menées par les gouvernements successifs. Des manifestations dans tout le pays ont permis la jonction des luttes et des revendications.

Mais cette lutte amène une répression sans précédent par les forces de l'ordre.

La CGT FIP 86 condamne ces graves violences commises pendant les manifestations.

Plutôt que de se concentrer sur le maintien de l'ordre, la doctrine sécuritaire du gouvernement a ciblé de nombreux manifestants pacifiques qui ont été blessées.
Des milliers de manifestants ont été nassés. Les services d'ordre de la CGT ont été parfois ciblés. Le nombre de gardes à vue abusives est exponentiel, une jeune fille de 17 ans a perdu son œil, un jeune homme de 17 ans a perdu sa main.
Le carré de tête intersyndical de la manifestation de Toulouse a été visé par une grenade et quatre dirigeantes syndicales de la CGT et de la FSU ont été blessées, deux décès sont aussi à déplorer lors de la manifestation du 17 septembre à Paris dont les circonstances doivent encore être éclaircies.

La seule voie de sortie de crise est la réponse immédiate aux revendications sociales exprimées depuis des mois. La CGT dénonce le discours méprisant et moralisateur du président de la République. On ne répond pas à une mobilisation sociale par des mesures sécuritaires et répressives. On y répond par des solutions politiques.

Cette spirale de la répression et de la violence doit cesser. La CGT FIP 86 demande la mise en place d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur ces faits.

Poitiers n'échappe pas à cette violence plus directe, frontale et sans équivalent à ce qui se faisait avant.

La CGT FIP 86 dénonce une "répression policière sans précédent" depuis le début des manifestations des lycéens et des étudiants, avec de nombreux tirs de gaz lacrymogènes et de LBD par les forces de l'ordre, alors que ce sont des moments festifs et pacifiques. **Répression qui vise à empêcher la population de participer aux manifestations**.

Cette montée de la violence a des conséquences pour nous, agents de la DDFIP 86. Nous devons maintenant emmener notre ordinateur le vendredi soir.
Mais qu'en est-il de notre responsabilité en cas de vol ou de détérioration de ce matériel sur le trajet ou à notre domicile ? Devrons-nous, au travers de nos assureurs, payer ?

Cette montée de violence dans la rue est parallèle à celle subie dans le monde du travail. Lors de notre visite à l'antenne du SIP Nord Vienne, à Loudun, le stress et l'inquiétude étaient palpables. La question du devenir de chacun prégnante. Nous avons enfin les éléments présentés en CSAL, après des réponses lacunaires aux dernières instances. Eléments qui nous avaient déjà été en partie fournis par les agents dès le mois de

septembre. Des questions restent en suspens quant au devenir du bâtiment de Loudun, une fois vidé d'une partie de ses effectifs, et à l'organisation d'un accueil, le document présenté ce jour, étant très lacunaire à ce sujet.

La nouvelle gestion du courrier, avec seulement 2 navettes par semaine, risque également d'engendrer de la souffrance, notamment au SGC de Poitiers, où le service amende, avec deux absents, va être en difficulté.

Plus que des illusions de réponses, avec des e-Formations et des EDT..., nous attendons de vrais actes, une vraie reconnaissance du travail des agents, que ce soit pas des promotions, des augmentations de salaires, un management bienveillant au plus près des réalités des charges de travail, des emplois…

Les élus CGT au CSA Local de la Vienne

Béatrice Mouys

Andrée Blaison